

Revue de presse #14



La revue de presse, la nouvelle rubrique de Voix d'Exils.
Auteur; Damon / Voix d'Exils

**Sous la loupe : Réseaux criminels
démantelés en Éthiopie / Massacre
de migrants bengali en Libye /
Réfugiés expulsés de leur
appartement en Grèce**

**Trafiquants de migrants arrêtés en
Éthiopie**

Rfi.fr, 20.03.2020

L'Éthiopie mène une opération de grande envergure contre les

réseaux criminels qui organisent la traite de migrants vers la Libye. Début mars, la police nationale capturait un célèbre chef de réseaux de passeurs d'origine érythréenne: Kidane Zekarias Habtemariam. Peu après, c'était au tour de « Walid » Tewelde Goitom, autre trafiquant érythréen, d'être arrêté avec son frère et quatre autres complices dans un café éthiopien. Cette arrestation a pu se faire grâce à la dénonciation d'une de ses victimes qui avait alerté la police après l'avoir reconnu dans la rue.

Comme le précise la journaliste érythréenne Meron Estefanos, Walid est un caïd à la sinistre réputation parmi les migrants de la Corne de l'Afrique. Devenu millionnaire grâce au trafic d'êtres humains, il se plaisait à parader avec des armes de guerre et se vantait de violer toutes les femmes qui passaient par ses réseaux. *« Son arrestation est enfin un réconfort pour toutes les victimes et leur famille. Un réconfort pour ceux qu'il a kidnappés et torturés et un message envoyé à tous les autres trafiquants qui exploitent des réfugiés innocents d'une manière inhumaine »*, relève la journaliste.

Les autorités éthiopiennes étudient actuellement la meilleure option pour juger ces criminels qui disposent de plusieurs passeports : les extraditer vers un pays européen où ils sont poursuivis ou les juger sur place.

Migrants originaires du Bangladesh massacrés en Libye

Rfi.fr, 30.05.2020

Le massacre fin mai de vingt-six Bengalis, près de Tripoli, a attiré l'attention sur les filières de migrants originaires du Bangladesh qui gagnent la Libye dans le but d'y trouver du travail ou d'atteindre les côtes européennes.

Le ministère des Affaires étrangères du Bangladesh a dénoncé le fait que les migrants massacrés avaient été enlevés,

détenus et torturés en Libye par des passeurs, en vue de leur soutirer des rançons.

Peuplé par plus de 162 millions d'habitants, le Bangladesh est l'un des principaux pays d'origine des migrants qui cherchent à gagner l'Europe via la Méditerranée selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Des difficultés économiques, dues notamment à la sécheresse, expliqueraient le déplacement annuel de 700'000 personnes à l'intérieur du pays ainsi qu'une forte émigration. A choisir, beaucoup de Bengalis préféreraient l'exil aux bidonvilles de Dacca, la capitale.

Profitant de cette détresse, des réseaux de passeurs ont monté à Tripoli des sociétés fictives pour l'emploi de main d'œuvre étrangère. Ces réseaux proposent des contrats de travail fictifs en Libye et promettent aux candidats de leur faciliter le voyage.

Attirés par la perspective d'une vie meilleurs, les migrants soit prennent l'avion sur la ligne Dacca-Dubaï-Istanbul-Tripoli, soit passent par l'Égypte d'où ils traversent ensuite les frontières terrestres vers la Libye.

Une fois sur place, le scénario est le même qu'avec les migrants africains, à savoir qu'ils sont enlevés par les mêmes personnes qui ont organisé et facilité leur voyage. Une rançon est alors réclamée à leurs familles. Si ces dernières ne la paient pas, ils seront torturés et devront effectuer pendant des mois toutes sortes de travaux forcés. Chaque migrant paie à ces réseaux bien rodés entre 7'000 et 15'000 euros, soit vingt ans de salaire moyen au Bangladesh.

Les activités criminelles de ces sociétés de trafiquants d'êtres humains ont également été dénoncées par l'Égypte qui a arrêté des médiateurs de bureaux d'emplois fictifs en activité au Caire.

Réfugiés expulsés de leur appartement en Grèce

Tribune de Genève, 01.06.2020

La nouvelle législation grecque a réduit de six mois à un mois la période pendant laquelle les réfugiés ayant obtenu l'asile peuvent rester dans les appartements sociaux. Plus de 11'000 réfugiés vont donc devoir quitter le logement qui leur avait été attribué pour laisser la place aux demandeurs d'asile en provenance des camps insalubres des îles de la mer Égée.

Le gouvernement grec juge cette politique d'expulsion nécessaire pour que les hébergements bénéficient aux plus de 32'500 demandeurs d'asile qui vivent dans des conditions sordides dans les camps surpeuplés. Selon le secrétaire du service d'asile grec « Il est normal que ceux qui sont en Grèce depuis plus longtemps puissent laisser leur place. Il faut mettre une limite et que les réfugiés s'intègrent et trouvent un travail ».

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés se dit préoccupée par cette décision : « En théorie, les réfugiés ont droit à des aides, mais en réalité pour ceux qui ne parlent pas la langue, naviguer dans la bureaucratie grecque peut être extrêmement difficile ».

Le gouvernement grec, quant à lui, soutient que les réfugiés peuvent s'inscrire au programme HELIOS, mis en place par l'Organisation internationale pour les migrations, qui leur permet de suivre des cours de grec et de bénéficier d'une allocation pour leur logement.

Mais l'action d'HELIOS est jugée peu efficace par l'ONG Solidarity Now : « Les réfugiés sont censés trouver eux-mêmes un logement, or ils font face à des attitudes xénophobes des propriétaires, à des démarches administratives peu compréhensibles et au manque d'offre d'appartements bon

marché. »

Oumalkaire / Voix d'Exils